



**TOGETHER**  
*for a sustainable future*

## OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50<sup>th</sup> anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



**TOGETHER**  
*for a sustainable future*

## DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

## FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

## CONTACT

Please contact [publications@unido.org](mailto:publications@unido.org) for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at [www.unido.org](http://www.unido.org)

We regret that some of the pages in the microfiche copy of this report may not be up to the proper quality standard, even though the best possible copy was secured for preparing this microfiche.



07219-F



Distr. LIMITEE

ID/WG.234/8  
8 novembre 1976

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

---

Groupe intergouvernemental d'experts sur  
l'industrialisation des pays les moins avancés

Vienne (Autriche), 15-24 novembre 1976

L'INDUSTRIALISATION

EN

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU SOUDAN

par  
Mansour Yousif El Agab,  
Secteur industriel,  
Ministère de la planification  
(Khartoum)

---

Les opinions exprimées dans le présent document sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les vues du Gouvernement ou de l'ONUDI.

76-5826

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
I. TABLEAU GENERAL DE L'INDUSTRIE SOUDANAISE	3
A. Les débuts	3
B. La situation actuelle - Faits et problèmes	3
II. MESURES ET POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL	13
III. BESOINS EN ASSISTANCE TECHNIQUE	15
IV. EVOLUTION FUTURE	17
1) Objectifs	17
2) Stratégie	18
V. PROJETS POUR LESQUELS LE SOUDAN RECHERCHE DES CONCOURS FINANCIERS	20
VI. ETAT D'AVANCEMENT DES PROJETS DU SECTEUR PUBLIC	23

## I. TABLEAU GENERAL DE L'INDUSTRIE SOUDANAISE

### A. Les débuts.

Comme dans beaucoup de pays en développement, l'industrialisation n'a vraiment commencé au Soudan qu'après l'accession à l'indépendance. A la veille de celle-ci, en 1955/56, la part de l'industrie manufacturière dans le PIB était très faible, atteignant à peine 1 %; ce secteur n'employait que 9 505 personnes, et le montant des investissements effectués dans les diverses entreprises n'était que de 536 000 livres soudanaises.

Les principales caractéristiques de cette industrie manufacturière étaient celles d'un secteur producteur de "biens de consommation très simples" : étroitesse de la gamme des produits et simplicité des procédés de fabrication. L'industrie alimentaire (54 % de la production totale) venait en tête, suivie par la fabrication des boissons et tabacs (12 %). La part de l'industrie textile n'était que de 1 %, alors même que la production de coton représentait 13 % du PIB pour l'année considérée; les besoins en textiles du pays étaient couverts principalement par les importations.

### B. La situation actuelle - Faits et problèmes

#### 1) Faits

L'histoire économique contemporaine prouve que tout pays soucieux de combler son retard social et économique doit diversifier son économie en s'industrialisant. Certes, tous les secteurs de l'économie sont importants, et aucun ne doit être négligé; mais c'est l'industrie qui semble le mieux à même de stimuler l'activité économique en général. Son expansion et sa croissance se répercutent sur les autres secteurs de l'économie et contribuent à assurer leur unité.

En conséquence, le Gouvernement soudanais a axé ses efforts sur la création d'un secteur industriel public et privé - qui doit être le moteur d'un développement socio-économique général équilibré. Le Plan quinquennal de développement 1970-1975 prévoyait ainsi un certain nombre de mesures visant à modifier la structure du secteur industriel.

A cet effet, les objectifs suivants étaient fixés :

- a) Augmenter de 57,4 % le volume de la production industrielle;
- b) Elargir la gamme des produits et satisfaire la majeure partie de la demande intérieure grâce à l'accroissement de la production industrielle nationale;
- c) Mettre en oeuvre un vaste programme d'investissements publics.

Pour réaliser ces objectifs, des crédits s'élevant à 60,5 millions de livres soudanaises étaient affectés à l'industrie (36 millions de livres au secteur public, et 24 millions au secteur privé). Ce montant représentait 14,2 % du total des crédits prévus au plan, qui était de 426,7 millions de livres.

La plupart des plans de développement sont périodiquement réévalués; il en a été de même du Plan quinquennal, qui a fait l'objet d'une révision aboutissant à l'adoption d'un "Programme échelonné d'action". Ce programme d'action prévoyait pour le secteur industriel les objectifs suivants :

- a) Parvenir à l'autosuffisance pour les produits essentiels;
- b) Utiliser au maximum les matières premières locales;
- c) Réaliser une répartition équilibrée des industries entre les régions;
- d) Améliorer et moderniser les industries traditionnelles dans les zones agricoles en vue d'enrayer l'exode rural.

Conformément au Programme d'action, le nombre de projets intéressant le secteur public a été accru (les projets nouveaux portent principalement sur les industries du sucre, des textiles et du cuir) et les fonds prévus pour les investissements ont été portés à plus de 300 millions de livres soudanaises pour la période 1970-1976. Il est évident que cette augmentation n'est pas due aux seuls projets nouveaux, et qu'elle s'explique aussi par la révision de projets antérieurs et par la hausse des coûts des matières premières et des équipements entraînée par l'inflation et la hausse des prix intérieurs.

Cet effort sans précédent a eu pour effet que la part de l'industrie dans le PIB est passée de 4,3 % à 15,1 % entre 1956 et 1975 (base : prix courants 1956 au coût des facteurs) et que le secteur manufacturier a connu un taux de croissance de 5,6 % entre 1966/67 et 1974/75. Aujourd'hui, l'industrie emploie près de

240 000 personnes, soit 5 % environ de la population active. Par ailleurs, l'importance relative du point de vue de la valeur ajoutée brute des principaux sous-secteurs a été considérablement modifiée, ainsi, la part du sous-secteur alimentation, boissons et tabacs est tombée de 56 % à 32,6 %, tandis que celle du sous-secteur textiles, habillement et cuir est passée de 1 % à 39,2 %.

Voir tableaux I, II et III ci-après :

TABLEAU I

TAUX DE CROISSANCE DU SECTEUR MANUFACTURIER

(Entreprises publiques, entreprises privées, industries traditionnelles et industries modernes)

ANNÉES

66/67 67/68 68/69 69/70 70/71 71/72 72/73 73/74 74/75

Part du secteur manufacturier dans le PIB  
(en millions de livres soudanaises)

- En prix courants	47,5	52,8	55,0	65,0	67,4	73,7	79,9	107,2	138,3
- En prix constants	47,5	51,0	51,3	57,7	58,9	63,3	65,2	71,0	76,1

En prenant 1966/67 pour année de référence, on obtient un taux de croissance de 6,1 %; si l'année de référence est 1974/75, ce taux est de 5,1 %.

Le taux de croissance pour la période 1966/67-1974/75 (calculé d'après la méthode de Fisher) est égal à 5,6 ( $5,1 \times 6,1 \cdot \sqrt{31,11} = 5,6$ ).

TABLEAU II

PART DE L'INDUSTRIE DANS LE PIB  
(En millions de l vros soudanaises)

ANNÉES

BRANCHES D'INDUSTRIES	66/67	67/68	68/69	69/70	70/71	71/72	72/73	73/74	74/75
Industries manufac- turières	47,5	52,8	55	65	67,4	73,7	79,4	107,2	138,3
Industries extractives	1,9	2,1	2,3	1,8	1,8	3,1	3,5	4,1	4,6
Bâtiment et travaux publics	23,9	22,8	24,4	24,3	33,3	26,4	31,2	61	65
Electricité et eau	16,6	16,3	16,6	16,5	16,6	16,9	17,5	18,6	20,9
Total pour l'ensemble du secteur industriel	89,9	94	98,3	107,6	109,1	120,1	31,6	190,9	228,8
PIB	1 060	1 125	1 195	1 143	1 199	12 406	1 307	1 375	1 510,8
Part du secteur manufac- turier dans le PIB, en %	8,4	8,3	8,2	9,4	9	9,6	10	13,8	15,1

Au cours des neuf dernières années, la part du secteur manufacturier dans le PIB a varié entre 8,2 % (1968/69) et 15,1 % (1974/75).

TABLEAU III  
PRODUCTION INDUSTRIELLE

<u>PRODUIT</u>	<u>UNITE</u>	<u>1969/70</u>	<u>1974/75</u>	<u>TAUX DE CROISSANCE ANNUELLE</u>	
				<u>REEL</u>	<u>PREVU</u>
Ciment	Milliers de tonnes	194,0	217,1	2,3	14,9
Farine	"	111,6	375,1	26,3	Inconnu
Sucre	"	75,3	129,9	11,5	10,2
Savon (toilette)	"	2,0	2,6	5,4	6,2
Savon (autre que le savon de toilette)	"	21,7	34,6	9,8	6,2
Vin	Milliers de litres	2 450,0	4 592,9	13,4	8,3
Bière	"	4 534,0	9 634,3	16,3	9,7
Cigarettes	Tonnes	660,9	514,3	4,9	18,0
Allumettes	Milliards	4,9	-		
Chaussures	Millions de paires	6,7	13,3	14,7	8,5

SOURCE : Rapports de la Banque du Soudan.

On notera que pour le sucre, le savon (autre que le savon de toilette), le vin, la bière et les chaussures, les taux de croissance réels sont supérieurs aux taux prévus.

Etant donné l'accélération et l'extension des investissements pendant la période 1974-1975, et en prévoyant une période d'un an pour la réalisation des nouveaux projets, il est permis d'espérer pour 1977 enregistrer un accroissement de la production industrielle en termes réels.

## 2) Problèmes

Malgré les nets progrès enregistrés récemment dans le secteur industriel, plusieurs obstacles continuent à affecter la croissance et le rendement des entreprises.

### a) Projets de développement en cours d'exécution :

Il s'agit essentiellement de projets intéressant les industries du sucre, des textiles et du cuir. La plupart de ces projets ont subi des retards importants pour les raisons suivantes :

1. Les augmentations brutales du prix des machines imputables à l'inflation mondiale, qui ont réduit considérablement les possibilités d'importation de matériel;
2. Les retards dans l'attribution des devises nécessaires à l'achat des approvisionnements essentiels;
3. La pénurie de certaines matières premières, de ciment notamment;
4. Le manque de personnel qualifié en raison de l'exode de la main-d'oeuvre vers les pays arabes voisins;
5. La rareté des capitaux voulus pour assurer l'exécution des projets à la date fixée;
6. Une bureaucratie envahissante qui fait surtout sentir ses effets au stade de la procédure d'approbation des crédits;
7. Le nombre excessif de projets à réaliser en même temps;
8. Les goulets d'étranglement dans les transports : installations portuaires très médiocres et réseau de transports terrestres inadéquat;
9. L'insuffisance des actions consécutives et des études d'évaluation;
10. Le manque d'études de faisabilité, dû dans certains cas à l'absence de cadres techniques.

b) Projets industriels déjà réalisés :

Si l'on en juge par sa part dans le PNB (qui dépasse à peine 10 %) et dans le marché de l'emploi (moins de 5 %) le secteur manufacturier en est encore au premier stade et doit résoudre de graves problèmes, qui entraînent de sérieuses insuffisances.

1. Un des problèmes majeurs est celui des capacités excédentaires, qui nuisent à la rentabilité des entreprises. Voir tableaux IV et V.

TABLEAU IV

DEFICITS ENREGISTRES PAR SIX USINES  
DU SECTEUR PUBLIC DEPUIS LEUR CREATION

<u>USINE</u>	Déficit (en milliers de livres soudanaises)	Capital investi (en milliers de livres soudanaises)	<u>PERIODE</u>
1. Sucrierie de Guniéd	6 000	10 103	62-69/70
2. Cartonnerie d'Aroma	600	721	63-69/70
3. Usine de déshydratation d'oignons	406	728	66-67-68/69
4. Conserverie de Karema	120	1 028	66-69
5. Usine de dattes de Karema	49	80	65/66 - 69/70
6. Conserverie de Wau	144	900	68/69 - 69/70
	<hr/> 7 319	<hr/> 13 560	

SOURCE : Ministère de l'industrie.

- a) Une des usines - la cartonnerie d'Aroma - a été un échec total et a dû être fermée par la suite.
- b) La capacité de production de presque toutes ces usines était largement sous-utilisée.

TABIEAU V

UTILISATION DE LA CAPACITE DANS HUIT USINES DU SECTEUR PUBLIC

<u>USINE</u>	<u>Capacité installée</u>	<u>Production effective 1968/69</u>	<u>Capacité utilisée (en pourcentage)</u>
1. Sucrierie de Guriéd	60 000 tonnes	18 461 +	31
2. Sucrierie d'El Girba	60 000 tonnes	50 145	84
3. Usine de déshydratation d'oignons	9 000 tonnes	3 280	36
4. Cartonnerie d'Aréma	4 000 tonnes	265	7
5. Conserverie de Karema	8 392 tonnes	1 278	14,4
6. Laiterie de Babanousa	1 848 tonnes	12,7	0,7
7. Usine de dattes de Karema			33,3
8. Conserverie de Wau	10 mil. "	1,1 mill.	11

SOURCE : Comité d'évaluation.

Bien que l'on ne dispose d'aucune étude à ce sujet on estime généralement que les facteurs énumérés ci-après sont à l'origine de cette situation et que des recherches plus détaillées s'imposent pour y trouver des solutions.

a) Beaucoup d'usines ont été créées sans que l'on ait procédé à une étude de faisabilité, qui aurait révélé dès le début que beaucoup de choses n'étaient pas satisfaisantes, notamment les matières premières à utiliser et le choix du lieu d'implantation.

Il faut ajouter que la plupart des organismes chargés de l'industrialisation ne disposent pas d'un nombre suffisant d'analystes de projets industriels. En conséquence, certaines des techniques appliquées ne convenaient pas aux conditions du pays.

b) L'inefficacité de la gestion contribue également à la mauvaise situation de ces industries. Très souvent, les cadres de gestion n'étaient pas choisis en fonction de leur compétence administrative ou technique, et il n'y avait pas de formation des gestionnaires. Cette pénurie de cadres qualifiés a eu des répercussions fâcheuses sur la gestion et le fonctionnement des entreprises.

2. Manque de personnel spécialisé ou suffisamment qualifié

Malgré les mesures prises dans le domaine de la formation et du perfectionnement professionnels, on constate encore une grande pénurie de personnel spécialisé ou suffisamment qualifié. Les centres de formation n'ont pas en général d'instructeurs vraiment compétents, le matériel dont ils sont dotés est ancien, et les pièces de rechange ainsi que les moyens de formation font défaut. En outre, la formation du personnel d'encadrement est complètement négligée. La plupart du temps, on affecte à ces postes des travailleurs spécialisés n'ayant pas les compétences pédagogiques voulues.

La pénurie de main-d'oeuvre spécialisée s'aggravera si les mesures nécessaires ne sont pas prises, d'autant plus que le pays entreprend actuellement plusieurs projets de développement industriel.

3. Rareté des devises

Etant donné que le pays n'a pas d'industrie importante pour la fabrication de biens d'équipement et de biens intermédiaires, ses besoins en devises pour créer et exploiter une industrie de ce genre sont très importants. Il apparaît que de nombreux projets ne sont pas exécutés faute de devises, et qu'en conséquence de nombreuses usines dont le matériel avait besoin de réparations ou qui souhaitaient s'agrandir n'ont pas pu obtenir l'équipement nécessaire.

4. Mobilisation des ressources financières pour les petites entreprises rurales

Actuellement, le Soudan ne compte qu'une seule banque d'épargne pour le développement rural, et cette banque doit faire face à de nombreux problèmes d'organisation, de gestion et de fonctionnement, d'identification, d'élaboration, d'évaluation et d'exécution des projets.

5. Il existe plusieurs organismes ayant des fonctions identiques, ce qui entraîne des chevauchements d'activités et un gaspillage des maigres ressources humaines et financières dont disposent ces institutions. Cette situation risque de perpétuer les entraves mêmes que ces organismes ont pour mission de supprimer.

6. Beaucoup de projets sont handicapés par des difficultés d'approvisionnement en matière première, dues principalement à l'absence d'études préalables, et par des goulets d'étranglement dans les transports. Ces problèmes de transport sont d'ailleurs un obstacle très sérieux au développement industriel du pays.

## II. MESURES ET POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

On trouvera ci-après l'énumération des mesures et des politiques jugées nécessaires pour éliminer les obstacles au développement industriel national :

- 1) La croissance industrielle devrait être fondée sur une sélection attentive des projets. Il importe de s'écarter de la méthode actuelle, qui consiste à disperser les efforts et à créer toute une gamme d'industries, et de s'orienter vers la spécialisation industrielle. On s'efforcera à cette fin de créer un nombre donné de complexes industriels rentables, après une étude poussée des avantages respectifs immédiats et à long terme pour le secteur agricole de l'économie.
- 2) Les capacités de production industrielle étant largement sous-utilisées, il conviendra de décourager la création de capacités de production excessives avant l'apparition de la demande correspondante.
- 3) Le secteur public devrait s'intéresser aux investissements d'amélioration de l'infrastructure de base (transports, énergie, viabilités, compétences) autant qu'aux investissements de production. Ceci est indispensable pour résorber les goulets d'étranglement actuels.
- 4) Les possibilités d'évaluation du secteur public devraient être améliorées.
- 5) L'insuffisance actuelle de l'information étant un handicap sérieux pour les pouvoirs publics et les organismes chargés de prendre les décisions sur un certain nombre de questions essentielles, il importerait de mettre au point des systèmes de documentation satisfaisants.
- 6) Les complexes dont la création est suggérée au point 1) ci-dessus devraient être surtout orientés vers les marchés d'exportation tout en étant capables d'alimenter les marchés extérieur et intérieur. A ce titre, il est impératif de mettre l'accent sur l'efficacité et la spécialisation de la production.
- 7) Pour assurer le passage à des stades plus complexes et plus viables d'industrialisation en vue du remplacement des importations, une priorité particulière devra être accordée aux secteurs suivants :
  - a) Les industries dynamiques, susceptibles d'être créées immédiatement et efficacement à une échelle raisonnable;

- b) Les industries de caractère intermédiaire qui aideraient à renforcer l'unité du secteur industriel;
  - c) Les industries travaillant pour le secteur agricole;
  - d) Les industries de matériaux de construction.
- 8) Les industries d'extraction devraient être sérieusement encouragées, en tant que base de l'industrie lourde.
- 9) Un moyen pratique d'intéresser le secteur privé à la petite industrie consisterait à encourager la création de petites entreprises techniquement et économiquement rentables. L'effort de ces entreprises serait limité aux activités qui contribuent le plus à :
- a) Elever la productivité dans l'important secteur traditionnel de l'économie.
  - b) Transformer ce secteur de façon dynamique.
- 10) Les programmes de formation devraient être mieux adaptés aux besoins en main-d'oeuvre spécialisée ou semi-qualifiée.
- 11) Le secteur public devrait continuer à assurer l'orientation du développement industriel du pays.

### III. BESOINS EN ASSISTANCE TECHNIQUE

- 1) Les services de plusieurs experts sont nécessaires pour étudier le problème des excédents de capacité. Ces spécialistes seront affectés à l'Institut de recherche industrielle.
- 2) Des experts en organisation industrielle, en économie industrielle, en analyse financière et en administration des prêts **devront être** attachés pour deux ans au moins au Ministère du Plan, au Ministère de l'industrie, à la Banque industrielle et à la Caisse d'épargne. Ils seront principalement chargés d'aider ces organismes à remplir leurs fonctions et de renforcer les mécanismes de planification du Ministère du Plan et du Ministère de l'industrie, afin d'accroître l'efficacité dans les domaines de la planification industrielle, de l'élaboration, de l'évaluation et de la réalisation des projets ainsi que de l'analyse financière.
- 3) Une formation s'impose, soit dans le pays, soit à l'étranger, pour les responsables de l'analyse des projets, tant au Ministère du Plan qu'au Ministère de l'industrie. La durée de cette formation ne devra pas dépasser une année. L'ONUDI pourrait, soit octroyer des bourses pour des stages à l'étranger, soit organiser des cours de formation dans le pays.

Toujours dans le domaine de la formation, l'ONUDI et d'autres institutions pourraient participer à la formation de travailleurs spécialisés ou semi-qualifiés, soit en renforçant les centres de formation professionnels existants, soit en participant à la création de nouveaux centres de formation, tels qu'un centre technique de l'industrie textile analogue au Centre technique de l'industrie sucrière. A cette fin, l'ONUDI pourrait d'abord envoyer un expert chargé d'étudier le type de formation professionnelle nécessaire.

En ce qui concerne la formation des cadres de direction et des cadres de gestion, l'ONUDI pourrait organiser des stages cycliques plus spécialisés avec la collaboration du Centre soudanais de productivité et de formation des cadres.

Si possible, on affectera des équipes d'experts auprès des entreprises sucrières et textiles.

4) Rationalisation des organismes identiques existants

Il existe un certain nombre d'organismes ayant des fonctions identiques, et il y a donc danger de double emploi.

Aussi est-il urgent d'entreprendre une étude des objectifs, fonctions et activités de ces organismes, en vue de délimiter les domaines où il y a chevauchement d'efforts et de déterminer le meilleur moyen d'utiliser rationnellement les ressources disponibles.

- 5) Comme la plupart des pays en développement, le Soudan n'a pas assez de devises pour exécuter ses projets de développement pour pallier l'absence de mécanisme approprié pour la promotion des investissements, l'ONUDI pourrait aider le pays à en créer un au sein du Ministère du Plan.

Pour ce qui est des propositions faites par la Division des opérations industrielles dans le document intitulé "The Democratic Republic of Soudan - a desk study of the industrial development" (ONUDI/ICIS.15) du 6 août 1976, nous avons également besoin des concours suivants :

- 1) Une assistance pour l'assainissement de la situation de la conserverie de Wau, selon les indications fournies dans l'étude
- 2) L'affectation de l'ONUDI à l'Office des textiles d'expert;
- 3) L'envoi de spécialistes de la technologie du cuir pour mettre au point une méthode d'approche intégrée pour le développement futur des industries du cuir et des articles en cuir aux fins d'exportation;
- 4) Une assistance pour la création d'une industrie de transformation secondaire du bois;
- 5) L'exécution d'une étude du potentiel des industries chimiques, conformément aux indications données dans le texte;
- 6) Une assistance à la fonderie centrale de Khartoum, selon les indications données dans l'étude;
- 7) La création dans le sud du Soudan d'un atelier de mécanique comprenant une forge et une fonderie.

Cette liste de projets exigeant une assistance de l'ONUDI est loin d'être complète.

#### IV. EVOLUTION FUTURE

##### 1) Objectifs

Conscient de l'importance de la création d'un secteur industriel, public et privé, devant servir de puissant instrument d'évolution pour le développement socio-économique général du pays, le Gouvernement soudanais a réservé une place spéciale au secteur industriel dans son plan de développement pour les années 1977-1983.

Cette orientation est confirmée par les "grands objectifs" ci-après, assignés au secteur industriel pour la période du plan de six ans 1977-1983.

- a) Développer les agro-industries pour le traitement des produits agricoles;
- b) Fabriquer des moyens de production pour l'agriculture (engrais, insecticides, machines agricoles, tracteurs);
- c) Développer la petite industrie grâce à l'utilisation de technologies appropriées et de matières premières d'origine locale;
- d) Accorder une plus grande attention à la production industrielle orientée vers l'exportation;
- e) Etudier le potentiel du pays en ressources minérales et en pétrole pour préparer de nouvelles bases d'industrialisation;
- f) Poursuivre la fabrication de produits de remplacement des importations dans le but de parvenir à l'autosuffisance;
- g) Mettre en place l'infrastructure requise (énergie, transports, bâtiments et travaux publics, matériel de construction);
- h) Stimuler la participation du secteur privé national et étranger à l'activité industrielle;
- i) Donner la priorité dans le secteur industriel au développement vertical pour atteindre des normes de productivité plus élevées.

Il convient de mentionner que le plan réserve environ 25 % des crédits prévus pour les six prochaines années au secteur industriel, qui doit atteindre un taux de croissance de 9,5 %.

## 2) Stratégie

Compte tenu des grands objectifs assignés au secteur industriel et après examen approfondi du stade présent de l'industrialisation, il semble que la stratégie adoptée et exposée ci-après corresponde à la voie optimale d'industrialisation pour le prochain stade de développement :

- a) Accorder une plus grande attention aux agro-industries en vue d'une utilisation optimale des ressources du pays en matière d'agriculture, d'élevage et de pêche;

A cet égard, le but principal est :

1. De satisfaire la demande croissante des consommateurs;
  2. De parvenir pour certains de ces produits à une production couvrant les besoins;
  3. D'écouler l'excédent de ces produits sur les marchés extérieurs;
- b) Créer des industries de moyens de production pour l'agriculture (insecticides, machines, aliments pour le bétail);
- c) Poursuivre activement et résolument le développement de l'industrie du bâtiment et des travaux publics pour faire face à l'accroissement de la demande nationale;
- d) Encourager les industries artisanales pour leur permettre de jouer un rôle plus actif dans le développement des zones rurales;
- e) Stimuler la participation du secteur privé à l'activité industrielle :
1. En élargissant les possibilités de crédit industriel pour permettre le financement des projets conformes aux priorités de développement et ayant fait l'objet d'études de faisabilité;
  2. En améliorant la législation industrielle conformément aux tendances nouvelles du secteur industriel;
  3. En offrant des stimulants matériels à l'industrie nationale sous forme d'exonération des droits sur les machines et le matériel;

- f) Donner la priorité au développement vertical et à la pleine utilisation des capacités excédentaires. Pour atteindre cet objectif, il faut en particulier assurer l'approvisionnement en pièces de rechange et exécuter des contrôles réguliers;
- g) Faire des efforts pour la production d'énergie électrique, surtout d'origine hydraulique;
- h) Développer et stimuler les industries extractives pour ouvrir la voie au développement des industries de base;
- i) S'attacher au développement des industries fondées sur l'exploitation maximale des avantages comparés existants et potentiels parmi la gamme de ressources dont dispose le pays;
- j) Promouvoir l'investissement industriel dans les zones rurales par des mesures d'encouragement et par l'octroi d'autres avantages. Le but principal est de réunir les conditions nécessaires pour les projets de développement prévus dans ces régions, et de contribuer à l'équilibre régional et à la justice sociale.

## V. PROJETS POUR LESQUELS LE SOUDAN RECHERCHE DES CONCOURS FINANCIERS

Un certain nombre de projets sont à l'étude en vue de l'exécution du plan de six ans; cependant, à quelques rares exceptions près, il ne s'agit que de simples possibilités qui n'ont pas encore fait l'objet d'études de faisabilité.

On trouvera ci-après une liste des projets dont les études de faisabilité sont achevées ou en cours, et pour lesquels le pays recherche des concours financiers :

### 1) Sucrierie de Mongalla :

Le but du projet est d'établir une sucrierie dans une plantation près de Gemmeiza, à 50 km environ au nord de Mongalla, dans le sud du pays.

#### Capacité de production prévue :

Traitement de 4 000 tonnes de canne à sucre par jour, production passant de 21 750 tonnes de sucre au cours de la première année à 63 500 tonnes au cours de la huitième année.

#### Montant total des investissements requis :

30 327 600 livres soudanaises, dont un élément estimatif en devises correspondant à 21 317 000 livres soudanaises (soit 70 %). Ce montant total comprend les fonds de roulement, les équipements sociaux et les provisions pour imprévus.

#### Marge brute d'autofinancement et résultats d'exploitation :

1. Si les dépenses d'exploitation et le prix du sucre sont maintenus inchangés à leur niveau de 1975, le taux de rentabilité interne prévu est de 9,5 %;
2. Si l'on applique aux dépenses de production et au prix du sucre un indice d'inflation, le taux de rentabilité interne prévu passe à 16 % (en calculant le flux actualisé global de la recette d'exploitation pour une période de 28 ans, dont 25 années de fonctionnement, sans prévoir de valeur résiduelle).

2) Fabrication et montage de camions, de tracteurs et de matériel agricole :

Construction de tracteurs :

Le but du projet est de produire des tracteurs, des moissonneuses-batteuses et des engins aratoires.

Capacité de production prévue :

6 000 tracteurs, 400 moissonneuses-batteuses et 11 000 engins aratoires.

Investissement total jusqu'en 1981 : 84 359 000 dollars, dont 28 541 000 dollars pour les fonds de roulement.

Résultats d'exploitation :

Selon les calculs, le taux de rentabilité interne serait de 31 %.

Les économies en devises se chiffrent à environ 35 millions de dollars par an.

Quelque 500 nouveaux emplois seraient créés à la fin de la quatrième phase du projet. Les économies prévues résulteront de la fabrication locale de plus 40 % de la production considérée.

3) Distillerie de Sennar

Le projet a pour but la production d'alcool industriel à partir de mélasse provenant des sucreries de Sennar et d'Assalaya.

La Communauté économique européenne a promis de financer l'étude de ce projet, qui devrait être menée à bien d'ici la fin de l'année en cours.

Production de mélasse au Soudan  
(en tonnes)

	<u>1971/72</u>	<u>1972/73</u>	<u>1973/74</u>	<u>1974/75</u>	<u>1975/76</u>	<u>1978/79</u>
Guneid	9 320	15 163	13 315	18 329		21 000
Girba	21 282	24 330	24 782	26 694	23 000	39 000
 <u>Prévisions</u>						
	<u>1976/77</u>	<u>1977/78</u>	<u>1978/79</u>	<u>1979/80</u>		
Assalaya	-	12 000	24 000	37 000		Et ainsi de suite
Sonnar	24 000	37 000				Et ainsi de suite
Kenana		40 000	60 000			Passera ensuite à
Melut	-	-	13 000	26 000		37 000 tonnes
Mongala	-	-	-	24 000		Passera ensuite à 30 000 tonnes

Il ressort des données ci-dessus que la mélasse produite dans le pays permettrait d'alimenter une industrie de la distillerie.

A l'heure actuelle, seule une faible proportion de la mélasse est utilisée - environ 3 000 tonnes obtenues à Guneid, qui servent à produire de l'alcool dans la distillerie de Khartoum Nord. Le reste est, soit exporté (lorsqu'on dispose des wagons-citernes nécessaires), soit broyé.

4) Amidon et glucose

Une étude de l'ONUDI peut être consultée à la bibliothèque de l'Organisation.

5) Pâtes à papier et papier

La Communauté économique européenne a entrepris à ce sujet une étude de faisabilité qui doit être achevée au début de l'année prochaine.

6) Fabrication de panneaux de particules

À l'issue d'une enquête, une entreprise britannique a rédigé une étude qui ne débouchait pas sur la formulation d'un projet concret. Il a donc été proposé d'approfondir les analyses en vue de l'élaboration d'un projet spécifique.

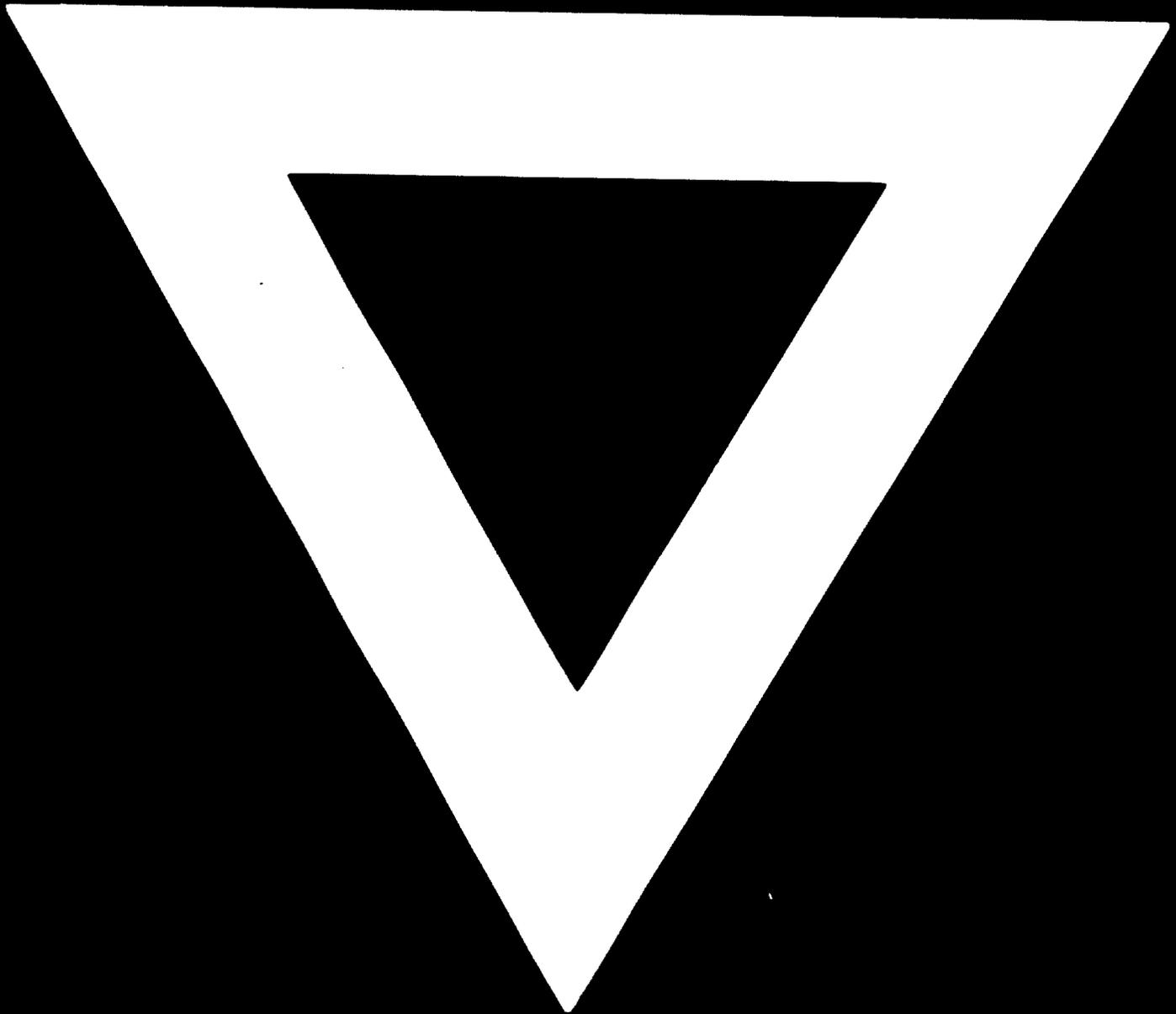
VI. ETAT D'AVANCEMENT DES PROJETS DU SECTEUR PUBLIC (voir la "Desk Study")

- 1) Sucrerie du Nord-Ouest, Sennar : achevé en octobre 1976;
- 2) Usine de sacs en dah d'Abu Nama : achevé en mars 1976;
- 3) Fabrique de textiles de Hasa Heysa : achevé en mai 1976;
- 4) Tannerie du Nil blanc, à Wad Medani : achèvement prévu pour décembre 1976;
- 5) Brasserie du Nil blanc, à Wau : achèvement prévu pour décembre 1976;
- 6) Usine d'engrais de Khartoum : Il a été décidé de construire à Khartoum l'usine qui devait être implantée à Port Soudan;  
L'usine sera construite au titre d'un projet de coopération et mise en **service** en 1978;
- 7) Oléoduc Port Soudan-Khartoum : achèvement prévu pour décembre 1976;
- 8) Sucrerie de Melut : achèvement prévu pour 1977 ou 1978;
- 9) Sucrerie de Mongala :  
Si son financement peut être assuré, ce projet, dont l'exécution n'a pas encore commencé, pourrait être achevé en 1979 ou 1980;
- 10) Tannerie de Malakal :  
L'exécution du projet n'a pas encore commencé;
- 11) Fabrique de contre-plaqué de Wau :  
L'exécution du projet n'a pas encore commencé;
- 12) Usines de conserves de fruits et de légumes de Shendi et de Sennar :  
L'exécution des projets n'a pas encore commencé.



- - - - -

**E - 266**



**77.06.27**